

Pays-Bas

L'économie néerlandaise devrait croître au rythme de 2.9 % en 2022 et de 1.1 % en 2023. L'inflation restera forte tout au long de 2022, atteignant en moyenne 9.2 %, en raison de la persistance des pénuries d'offre et du niveau élevé des prix de l'énergie, avant de retomber à 4.8 % en moyenne en 2023. La consommation privée continuera d'étayer la croissance, mais elle sera modérée, car la hausse des prix érodera les revenus des ménages. La situation tendue du marché du travail contribuera à maintenir le chômage à un bas niveau.

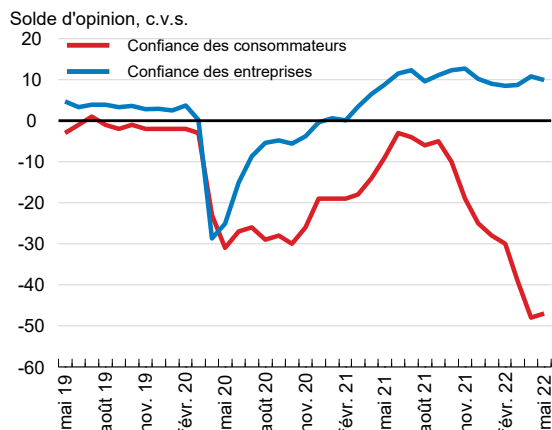
Des mesures budgétaires bien ciblées et temporaires devraient continuer à protéger les ménages vulnérables contre le coût élevé de la vie. La situation budgétaire des Pays-Bas reste saine malgré l'impact de la crise liée au COVID-19 et donne au nouveau gouvernement la latitude nécessaire pour mettre en œuvre son programme et recentrer les dépenses publiques en vue de relever les défis structurels, comme la transition écologique, la lutte contre la forte pollution par l'azote, le manque de logements et la faible croissance de la productivité. Accélérer la transition écologique de façon à assurer la sécurité énergétique et à réduire la dépendance aux combustibles fossiles devrait être une priorité essentielle.

La croissance a marqué le pas au premier trimestre de 2022

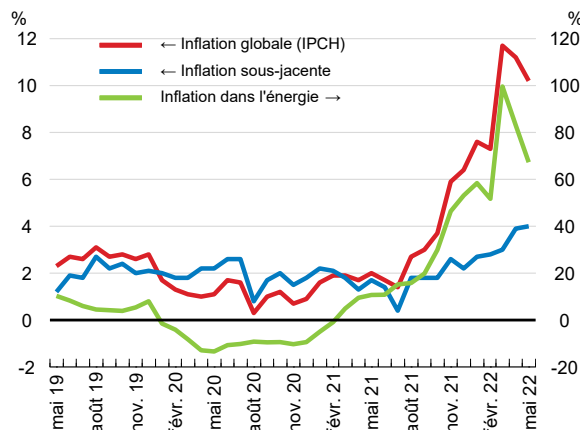
Après avoir enregistré une forte croissance de 5.0 % en 2021, le PIB a stagné au premier trimestre de 2022. La confiance des entreprises du secteur manufacturier reste nettement supérieure à ses niveaux d'avant la pandémie, mais celle des consommateurs s'est effondrée en raison des inquiétudes concernant la hausse du coût de la vie. L'inflation, dont le taux annuel atteignait 10.2 % en mai, a commencé à s'envoler au milieu de 2021 sous l'effet des tensions mondiales sur l'offre et du renchérissement de l'énergie, et a été accentuée par la guerre en Ukraine. Les salaires horaires contractuels ont augmenté de 2.3 % au premier trimestre de 2022, soit une progression bien inférieure à l'inflation, malgré le resserrement du marché du travail et un taux de chômage historiquement bas s'élevant à 3.2 % en avril.

Pays-Bas

La confiance des consommateurs a fortement chuté



Les prix de l'énergie font grimper l'inflation globale¹



1. Les données relatives à l'inflation globale et sous-jacente et à la hausse des prix de l'énergie en mai 2022 sont provisoires.

Source : Bureau central des statistiques des Pays-Bas (CBS, *Centraal Bureau voor de Statistiek*) ; et Eurostat.

Pays-Bas : Demande, production, prix

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Pays-Bas						
PIB aux prix du marché	774.4	1.9	-3.8	5.0	2.9	1.1
Consommation privée	341.6	0.9	-6.6	3.5	3.7	1.0
Consommation publique	188.7	2.8	1.0	5.5	0.4	2.7
Formation brute de capital fixe	158.2	6.1	-4.2	3.5	2.5	1.7
Demande intérieure finale	688.5	2.6	-3.9	4.1	2.5	1.6
Variation des stocks ¹	4.3	0.3	-0.3	-0.3	0.4	0.0
Demande intérieure totale	692.8	2.9	-4.3	3.8	2.9	1.6
Exportations de biens et services	655.5	1.9	-4.8	6.6	1.6	2.4
Importations de biens et services	573.9	3.1	-5.5	5.1	1.3	3.1
Exportations nettes ¹	81.6	-0.7	0.1	1.7	0.4	-0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	3.0	2.3	2.4	4.5	3.7
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	2.7	1.1	2.8	9.2	4.8
IPCH sous-jacent ²	—	1.9	1.9	1.8	4.2	4.7
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.4	4.9	4.2	3.8	4.4
Taux d'épargne nette des ménages ³ (% du revenu disponible)	—	11.4	17.8	17.3	13.9	12.5
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	1.7	-3.7	-2.5	-0.9	-1.2
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	62.4	69.8	66.3	64.6	64.3
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ⁴ (% du PIB)	—	48.5	54.4	52.1	50.4	50.1
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	9.4	7.0	9.5	8.8	8.8


1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors alimentation, énergie, alcool et tabac.

3. Incluant l'épargne à l'assurance vie et aux régimes de retraite.

4. Selon la définition de Maastricht, la dette des administrations publiques comprend uniquement les crédits, les titres de créance et les numéraires et dépôts, la dette étant exprimée en valeur nominale et non à sa valeur de marché.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111.

StatLink  <https://stat.link/gi29ov>

Les Pays-Bas ont peu de liens commerciaux et financiers directs avec la Russie et l'Ukraine, mais ils sont quelque peu dépendants des importations énergétiques de Russie. Environ 15 % du gaz consommé et 18 % des importations de produits pétroliers proviennent directement de Russie. Les sanctions prises à l'encontre de la Russie risquent de se répercuter sur l'économie néerlandaise par un renchérissement de l'énergie et des produits alimentaires et des perturbations des chaînes d'approvisionnement. À la fin mai, plus de 59 000 réfugiés ukrainiens étaient arrivés aux Pays-Bas (soit 0.34 % de la population néerlandaise). Conformément à la directive européenne relative à la protection temporaire, ces réfugiés ont accès aux soins de santé et sont autorisés à travailler et les mineurs ont droit à l'enseignement.

La politique budgétaire va se resserrer au cours de la période considérée

Le déficit budgétaire devrait diminuer au cours de la période couverte par les projections, passant de 2.5 % du PIB en 2021 à 1.2 % du PIB en 2023, à la faveur du retrait progressif des mesures de soutien liées au COVID-19 et d'une croissance économique continue, bien que plus lente. Le nouveau gouvernement prévoit d'augmenter les dépenses publiques afin de réduire la pollution par l'azote et de soutenir la transition énergétique, la recherche-développement, l'éducation, le logement ainsi que l'accueil des jeunes enfants. Cela étant, des incertitudes importantes pèsent sur le calendrier de mise en œuvre des plans budgétaires du fait de la persistance de problèmes concernant les chaînes d'approvisionnement, de tensions sur le marché du travail et de retards de procédure. En mars, le gouvernement a renforcé le train

de mesures de soutien visant à atténuer l'impact des prix de l'énergie sur les ménages en portant l'enveloppe totale à 6.1 milliards EUR (0.71 % du PIB). S'élevant à 21 %, le taux de TVA sur l'énergie sera abaissé à 9 % en juillet et le taux des droits d'accises appliqués au pétrole et au diesel a été réduit de 21 %. Le train de mesures comprend également des aides aux ménages vulnérables, telles qu'une remise ponctuelle de 800 EUR sur les factures d'énergie et l'affectation d'une enveloppe de 300 millions d'EUR destinée à l'isolation des logements.

La croissance économique continuera de ralentir

La production devrait croître de 2.9 % en 2022 et de 1.1 % en 2023. L'inflation globale commencera à décélérer à compter de la fin de 2022 en raison d'effets de base, mais la hausse des prix de l'énergie résultant de l'embargo pétrolier, ainsi que la forte inflation sous-jacente maintiendront l'inflation à des niveaux élevés tout au long de 2023. Dans la mesure où l'indexation automatique n'est pas répandue, les salaires augmenteront plus lentement que l'inflation en 2022, avant de combler leur écart avec celle-ci en 2023. La consommation privée continuera d'étayer la croissance, mais elle sera modérée, car la hausse des prix érodera les revenus des ménages. Après un certain redressement porté par l'amélioration de la situation sanitaire au début de 2022, la croissance de l'investissement des entreprises restera contenue. Ces perspectives sont entourées d'importants risques de divergence à la baisse. Un niveau de consommation et d'investissement des entreprises plus faible que projeté pourrait entraver la croissance si les perturbations des approvisionnements énergétiques provoquées par la guerre en Ukraine exacerbent la montée des prix ou si l'apparition de nouveaux variants du COVID-19 entraîne une recrudescence des cas de contamination. Un assombrissement des perspectives économiques chez les principaux partenaires commerciaux des Pays-Bas (Allemagne, Belgique, Royaume-Uni et France) pourrait également peser sur l'économie. À l'inverse, des dépenses plus élevées que dans le scénario étudié, si les ménages aisés puisent davantage que projeté dans leur excès d'épargne, stimuleraient la croissance.

Il est nécessaire de relever les défis structurels connus de longue date pour soutenir la reprise

Des mesures budgétaires judicieusement ciblées pour protéger les ménages vulnérables de la hausse du coût de la vie s'imposent tant que les prix de l'énergie sont élevés. Le nouveau gouvernement devrait s'attaquer aux problèmes structurels qui se posent de longue date et accélérer les avancées vers la neutralité carbone afin d'accroître la sécurité énergétique du pays et de réduire la dépendance de celui-ci à l'égard des combustibles fossiles. Le gouvernement prévoit de prendre des mesures dans ce sens en renforçant l'offre d'énergie renouvelable, en encourageant l'utilisation des voitures électriques, en améliorant l'isolation des maisons et en préparant la construction de nouvelles centrales nucléaires. Les autres objectifs clés des pouvoirs publics sont de faire baisser le niveau élevé de pollution par l'azote, d'accroître l'offre de logement, de diminuer les dépenses des parents consacrés à la garde des jeunes enfants de façon à resserrer l'écart entre le nombre d'heures travaillées par les femmes et le nombre d'heures travaillées par les hommes et, de garantir l'égalité des chances en matière d'éducation.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/62d0ca31-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Pays-Bas », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/183199e7-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.